



Société Française de
Finances Publiques

Janvier 2020
n° 21
Troisième année

Billet bibliographique



« Dans nos bibliothèques au mois de décembre 2019 »

Ce Billet bibliographique mensuel, qui amorce, avec cette 21^{ème} livraison, sa troisième année d'existence, est destiné à faire connaître les références des publications récentes en finances publiques et droit fiscal (pour cette livraison : travaux parus ou diffusés en décembre 2019). Les publications figurant dans ce Billet nous ont été soit signalées par les auteurs (que nous remercions une nouvelle fois pour les nombreuses réponses reçues), soit repérées (sélection non exhaustive) par les rédacteurs du Billet. Ce Billet bibliographique n'a d'autre ambition que d'être un aide-mémoire.

Retrouvez tous les Billets bibliographiques sur le site de la SFFP :

<https://www.sffp.fr/documents/billets/>

La SFFP vous souhaite une excellente année 2020.

Ouvrages

- DESBUQUOIS Jean-François et LEBRUN Xavier, *L'impôt sur la fortune immobilière*, EFE Editions, 2^{ème} éd., (décembre) 2019, 439 p.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, l'IFI a remplacé l'ISF dont il reprend bon nombre des caractéristiques. Pour autant, la réduction du champ d'application à la seule fortune immobilière entraîne d'importants bouleversements dans les règles d'imposition qui deviennent plus complexes. Il faut désormais distinguer dans les biens du redevable ceux qui sont imposables par nature et ceux qui ne le sont pas, puis s'interroger pour savoir si ceux qui sont en principe taxables ne pourraient pas malgré tout bénéficier d'une exonération. En outre, la loi appréhende aussi la propriété immobilière indirecte à travers la détention par des sociétés, mais ce principe est assorti de nombreuses exceptions. Enfin le législateur, pour empêcher à la base des schémas d'évitement de l'impôt qui pourraient résulter d'un choix judicieux par le redevable du mode de financement de son investissement immobilier, a adopté de très nombreux dispositifs visant à neutraliser le passif du redevable, ou celui des sociétés dans certaines hypothèses. Au final, l'IFI, malgré la réduction de l'assiette imposable, se révèle éminemment plus complexe que l'ISF. L'objectif du présent ouvrage est de : - décrypter les nouvelles dispositions, - illustrer concrètement leur application par des exemples, - s'interroger sur la pérennité des organisations patrimoniales qui avaient pu être mises en place sous l'empire de l'ISF. [présentation de l'éditeur]

- FEYDEL Romain, *La société de libre partenariat. Régime juridique et fiscal*, L'Harmattan, coll. Le Droit aujourd'hui (décembre) 2019, 200 p.

La société de libre partenariat est le véhicule d'investissement instauré par la loi dite « Macron » du 6 août 2015. Elle est destinée à concurrencer les limited partnerships anglo-saxons ainsi que la société en commandite spéciale luxembourgeoise. Cette forme sociale appartient à la catégorie des fonds d'investissement alternatifs par nature. Son utilisation est réservée à la constitution d'un fonds professionnel spécialisé. Si la société de libre partenariat permet de mettre en place une diversité de montages juridiques et financiers ainsi que d'offrir une alternative à celui dit de « double luxco », elle reste méconnue. Cet ouvrage propose d'apporter un éclairage sur son aspect juridique, réglementaire et fiscal. [présentation de l'éditeur]

- GREMONT Lise, *Comprendre les finances locales. Petit précis pour les non financiers*, L'Harmattan, coll. Finances publiques, (décembre) 2019, 192 p.

Les finances locales sont-elles trop compliquées ? Des enjeux à l'exécution budgétaire et l'impact sur la population, cet ouvrage explique leurs rouages. Chacun est concerné par elles comme contributeur et comme bénéficiaire. Dans un contexte de mutation sociétale et institutionnelle, de transition énergétique, de réduction des financements publics, les choix des investissements sont stratégiques. Un budget bien géré permet d'optimiser les dotations de l'État et les impôts payés par les contribuables. Une bonne information sur les emprunts auprès des banques doit permettre aux élus d'identifier les marges de manoeuvre de la collectivité au profit des habitants. Le bon usage de l'argent public permet à chacun de bénéficier des bons services. [présentation de l'éditeur]

- JOANNARD-LARDANT Emmanuel, *L'établissement de la preuve fiscale : essai de droit processuel*, L'Harmattan, coll. Finances publiques, (décembre) 2019, 848 p., préface Ludovic AYRAULT

Si l'étude de la preuve est souvent réalisée sous l'angle de la charge de la preuve, peu d'ouvrages sont consacrés à l'établissement de celle-ci. Ce processus recouvre tant la recherche de la preuve que son appréciation par un juge. Cet ouvrage, sous l'angle du droit processuel, propose une analyse qui conduit à s'interroger sur l'existence d'une identité probatoire qui serait propre à la matière fiscale. Cette dernière apparaît, en réalité, moins particulière que ne le laisse supposer la présence de dispositions spécifiques relatives à la preuve juridictionnelle au sein du Livre des procédures fiscales. S'en suit une analyse approfondie des arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne et de la Cour européenne des droits de l'homme. [présentation de l'éditeur]

- KOTT Sébastien et MILOT Jean-Paul, *Les comptes publics : objets et limites*, LGDJ, coll. Systèmes, (décembre) 2019, 216 p.

La croissance du volume des finances publiques et du nombre des administrations publiques a conduit à repenser les méthodes et les objectifs de la comptabilité publique. L'information financière publique contemporaine repose sur trois piliers. Les auteurs expliquent ces trois méthodes comptables qui mobilisent des techniques différentes et aboutissent à la production d'états financiers spécifiques. La comptabilité budgétaire est indispensable pour des raisons politiques. La comptabilité générale s'impose comme l'élément structurant. La comptabilité nationale permet une comparabilité internationale minimum. L'ouvrage décrit le déploiement ainsi que l'évolution de chacune de ces comptabilités. Il documente la construction d'un édifice complexe dont le défi consiste à transformer un héritage disparate en système d'information cohérent sur les finances publiques. Il s'agit bien de passer de la comptabilité publique aux comptes publics. [présentation de l'éditeur]

- WEIDENFELD Katia et PONCET Olivier (études réunies par), *Déclarez vos revenus ! Histoire et imaginaire d'un instrument fiscal (XVIIIe-XXIe siècle)*, Ecole nationale des chartes, FMSH-Diffusion, (novembre) 2019, 332 p.

La déclaration au fisc de ses revenus, élément central de la révolution fiscale de 1914-1917, est devenue un rituel partagé par des millions de contribuables. Mais, au moment où cette obligation est en passe de disparaître pour un grand nombre de Français, son histoire reste encore mal connue. Pourtant, les enjeux symboliques et pratiques de la déclaration sont essentiels. En témoignent les résistances opposées au début du XX^e siècle à une « inquisition fiscale » qui semble aller de pair avec le système déclaratif, les efforts récurrents de l'administration pour étendre l'obligation déclarative et l'utiliser comme instrument d'adhésion à l'impôt, ou encore les inquiétudes suscitées par les changements récents (fin de la déclaration papier, prélèvement à la source etc.). L'objet de ce livre est d'envisager la typologie documentaire et administrative de la déclaration de revenus sur le temps long, de ses premières applications au XVIII^e siècle jusqu'à ses utilisations contemporaines. La déclaration (presque) universelle des revenus remonte en effet à la France de Louis XIV qui a également instauré un premier prélèvement à la source. L'innovation du régime républicain, pendant la Première Guerre mondiale, est d'utiliser l'obligation déclarative pour nouer un nouveau pacte fiscal entre les contribuables et la puissance étatique. Loin d'être un simple outil bureaucratique, la déclaration de revenus participe à la construction du sujet fiscal. C'est pourquoi ce livre s'attache aussi à restituer l'empreinte laissée par l'impôt dans l'imaginaire populaire, à travers les dessins, les gravures, les chansons ou les films. [présentation de l'éditeur]

Contributions à cet ouvrage collectif signalées ci-dessous (●)

Articles

A signaler

● Actes de la **première séance** du **Séminaire itinérant SFFP** 2019 « Repenser les finances européennes », Rennes, « Les pouvoirs financiers du Parlement européen : illusion ou désillusions ? », *R.U.E.*, n° 633, 2019

● Actes de la **deuxième séance** du **Séminaire itinérant SFFP** 2019 « Repenser les finances européennes », Besançon, « Le contrôle de l'exécution du budget européen », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 6

● WEIDENFELD Katia et PONCET Olivier (études réunies par), *Déclarez vos revenus ! Histoire et imaginaire d'un instrument fiscal (XVIIIe-XXIe siècle)*, Ecole nationale des chartes, FMSH-Diffusion, (décembre) 2019

● Dossier « Les trente ans de Bercy », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 6

● Dossier « Les grandes œuvres fiscales », *REIDF*, 2019, n° 3

● APOLLIS Benoît, « Les enjeux des expérimentations de l'« article 51 » de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 », *J.D.S.A.M.*, n° 24, 2019, p. 6

● BARILARI André, « Capital et idéologie (à propos du livre de Thomas Piketty) », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p.100

● BAUDU Aurélien, BIN Fabrice, CALMETTE Jean-François, HOUSER Matthieu, LE CLAINCHE Michel, TERRASSE Yves, Repères d'actualité sur la gestion et les finances publiques, septembre 2019, *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p. 140

● BAUDU Aurélien, BIN Fabrice, CALMETTE Jean-François, HOUSER Matthieu, LE CLAINCHE Michel, TERRASSE Yves, Repères d'actualité sur la gestion et les finances publiques, octobre 2019, *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p. 152

- BAUDU Aurélien in « Age légal ou âge pivot pour la retraite des anciens chefs de l'Etat ? », *Le Figaro* du 24.12.2019 : www.lefigaro.fr/politique/age-legal-ou-age-pivot-pour-la-retraite-des-futurs-chefs-de-l-etat-20191223
- BAUDU Aurélien, « Ramel de Nogaret et *Des finances de la République française* », *REIDF*, 2019, n° 3, p. 334 (dossier « Les grandes œuvres fiscales »)
- BELTRAME Pierre, « Maurice lauré, *Traité de politique fiscale* », *REIDF*, 2019, n° 3, p. 372 (dossier « Les grandes œuvres fiscales »)
- BENOIT David et OBRIST Thierry, « Le *Code Théodosien*, une grand oeuvre fiscale ? », *REIDF*, 2019, n° 3, p. 279 (dossier « Les grandes œuvres fiscales »)
- BIN Fabrice, « La « redevance télé » : quel financement pour un service public moderne ? », in Lucien RAPP, Saïd HAMDOUNI et Didier GUIGNARD (dir.), *Culture, Société & Territoires, Mélanges en l'honneur du professeur Serge Regourd*, Paris, Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques & Essais, 2019, p. 841
- BIN Fabrice, « *Les Six livres de la République* de Jean Bodin (1^{re} ed. 1576) », *REIDF*, 2019, n° 3, p. 301 (dossier « Les grandes œuvres fiscales »)
- BIN Fabrice, « *L'impôt sur le revenu* de Joseph Caillaux (1910) », *REIDF*, 2019, n° 3, p. 359 (dossier « Les grandes œuvres fiscales »)
- BOUCHARD Jean-Claude, « Quelques réflexions sur l'évolution de la TVA », *REIDF*, 2019, n° 3, p. 395
- BOURGEON Nicolas, « Vie et mort du statut de Ventôse (2^{ème} partie). L'épreuve du temps », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p. 109 [pour la première partie, voir *Billet bibliographique* n° 19]
- BOURGET Renaud, « Le *Steuerrecht* d'Albert Hensel », *REIDF*, 2019, n° 3, p. 366 (dossier « Les grandes œuvres fiscales »)
- BOUTERIGE Yannick, QUATREBARBES Céline (de) et LAPORTE Bertrand, « La fiscalité minière en Afrique : quelle évolution récente en 2018 ? », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 478
- BRAUN-LEMAIRE Isabelle, « La trajectoire du secrétariat général des ministères économiques et financiers », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p. 5 (dossier « Les trente ans de Bercy »)
- BRETON Philippe et MEDJEBAR Lydia, « Exonération de TVA des prestations d'intermédiation en assurance : la peau de chagrin ? » (note sous CE, 9 octobre 2019 ; avec les concl. M.-A. NICOLAZO DE BARMON), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 489

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039198198&fastReqId=730585906&fastPos=1>

- BRONNENKANT Hélène, « Une régie chargée principalement d'assurer des prestations obligatoires de transport et de traitement des déchets ménagers est exonérée d'impôt sur les sociétés pour l'ensemble de ses activités » (concl. sur TA Strasbourg, 15 octobre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 480

🇫🇷 CABANNES Xavier, « Finances européennes : éviter les fausses idées », *R.U.E.*, n° 633, 2019, p. 603 (actes de la première séance du Séminaire itinérant SFFP 2019 « Repenser les finances européennes », Rennes, « Les pouvoirs financiers du Parlement européen : illusion ou désillusions ? »)

● CABANNES Xavier, « La *Théorie de l'impôt* de Mirabeau », *REIDF*, 2019, n° 3, p. 317 (dossier « Les grandes œuvres fiscales »)

● CALMETTE Jean-François, « La discrète montée en puissance de la CSG », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p. 76

● CAPDEVILLE LASSERRE Jérôme, « Précisions utiles sur l'appréciation du bénéfice économique d'une fondation » (note sous Cass. com., 13 mars 2019), *Revue des sociétés*, 2019, n° 12, p. 770

▶ Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?oldAction=rechJuriJudi&idTexte=JURITEXT000038264960&fastReqId=1680319451&fastPos=1>

● CHOUVEL Rudy, « Les urgences hospitalières : sauver « huit lits » » (« Dossier Rapports » Cour des comptes), *Gestions hospitalières*, n° 591, décembre 2019, p. 614

● CHOUVEL Rudy, « Le contrôle des cliniques privées » (« Dossier Rapports » Cour des comptes), *Gestions hospitalières*, n° 591, décembre 2019, p.632

● CIAVALDINI Karin, « Convention franco-belge : les produits d'assurance-vie perçus par un résident belge ne peuvent pas être soumis à la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus » (concl. sur CE, 10 juillet 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 483

▶ Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038759093&fastReqId=52228&fastPos=1>

● CIAVALDINI Karin, « Taxation d'office (LPF, art. L. 16 et L. 69) : appréciation au sens large de la notion de relations d'affaires pour écarter la présomption de prêt familial » (concl. sur CE, 10 juillet 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 484

▶ Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038759108&fastReqId=1358983231&fastPos=1>

● CIAVALDINI Karin, « Le champ d'application de chaque cas d'exonération de TVA doit être déterminé indépendamment de celui des autres cas » (concl. sur CE, 10 juillet 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 473

▶ Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038759038&fastReqId=1694201005&fastPos=1>

● Collectif, dossier « Transmission de patrimoine et philanthropie », *Actes pratiques et stratégie patrimoniale*, 2019, n° 4

● Collectif, numéro spécial 50^{ème} anniversaire de la revue *Economie et Statistique*, n° 510-511-512, 2019, INSEE :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/4253159>

● COURJON Odile., « Défaut ou retard de déclaration annuelle de chiffre d'affaires : précisions sur le calcul des majorations » (note sous CE, 20 septembre 2019), *JCP, éd. E*, 2019, n° 49 (5 décembre 2019), n° 1550

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039120990&fastReqId=66029677&fastPos=1>

● CROQUECIEILLE Hélène, « Le Contrôle général économique et financier : un pôle de compétence reconnu », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p. 14 (dossier « Les trente ans de Bercy »)

● DAMAREY Stéphanie et VANDENDRIESSCHE Xavier, « Chronique de jurisprudence financière-juillet à octobre 2019 », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p. 167

👤 DELASNERIE Alix, « Une expérience au cœur de la machine budgétaire européenne, côté Parlement », *R.U.E.*, n° 633, 2019, p. 616 (actes de la première séance du Séminaire itinérant SFFP 2019 « Repenser les finances européennes », Rennes, « Les pouvoirs financiers du Parlement européen : illusion ou désillusions ? »)

👤 DELON-DESMOULIN Corinne, « Les pouvoirs financiers du Parlement européen : illusion ou désillusion ? », *R.U.E.*, n° 633, 2019, p. 610 (actes de la première séance du Séminaire itinérant SFFP 2019 « Repenser les finances européennes », Rennes, « Les pouvoirs financiers du Parlement européen : illusion ou désillusions ? »)

👤 DESMOULIN Gil, « Regards sur l'histoire du contrôle des comptes européens », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6 p. 118 (actes de la deuxième séance du Séminaire itinérant SFFP 2019 « Repenser les finances européennes », Besançon, « Le contrôle de l'exécution du budget européen »)

● DESRAMEAUX Alexandre, « Paul Leroy-Beaulieu, Adolph Wagner : science de l'imposition, sens de l'histoire », *REIDF*, 2019, n° 3, p. 343 (dossier « Les grandes œuvres fiscales »)

● DETRAZ Stéphane, « L'intention se présume ouvertement en matière de contributions indirectes » (in chronique « Infractions fiscales et douanières », p. 629), *Revue de sc. criminelle*, 2019, n° 3, p. 631

● ERSTEIN Lucienne, « L'irrégularité du paiement sur deniers publics ne vaut pas toujours préjudice financier » (note sous CE, 6 décembre 2019), *JCP, éd. G*, 2019 n° 51 (16 décembre 2019), n° 1337

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039456987&fastReqId=375229950&fastPos=1>

● EVEILLARD Gweltaz, « Les limites de la rétroactivité de la fixation du tarif des redevances », *Dr. adm.*, 2019, n° 12, p. 49

● FARDET Christophe, « La modicité des droits universitaires est-elle d'effet direct ? », *Rec. Dalloz*, 2019, p. 2310

● FOUSSARD Dominique, « Droit public et droit international privé. A propos du recouvrement des créances administratives dans l'Union européenne », *Rev. crit. DIP*, 2019, n° 3, p. 709

- FROGER Charles, « Prescription des indus de rémunération des fonctionnaires de l'Etat exerçant sur le territoire calédonien » (note sous CAA Paris, 5 mars 2019), *AJDA*, 2019, p. 2632
- FRULEUX François, « Transmission de titres de société interposée (2 niveaux) : éligibilité, préconisations et mise en œuvre de l'exonération Dutreil », *JCP, éd. N*, 2019, n° 49 (6 décembre 2019), n° 1337
- FRULEUX François, « Transmission de titres de société interposée (2 niveaux) : détermination de l'assiette de l'exonération, calcul et paiement des droits », *JCP, éd. N*, 2019, n° 51-52 (20 décembre 2019), n° 1344
- GARNIER Florent, « Le fort portant le faible » in WEIDENFELD Katia et PONCET Olivier (études réunies par), *Déclarez vos revenus ! Histoire et imaginaire d'un instrument fiscal (XVIIIe-XXIe siècle)*, Ecole nationale des chartes, FMSH-Diffusion, 2019
- GARNIER Florent, « Entre la fin du papier et le prélèvement à la source, un changement de paradigme pour la déclaration ? » in WEIDENFELD Katia et PONCET Olivier (études réunies par), *Déclarez vos revenus ! Histoire et imaginaire d'un instrument fiscal (XVIIIe-XXIe siècle)*, Ecole nationale des chartes, FMSH-Diffusion, 2019
- GAUTHIER Christophe, « Quelques figures (parlantes et chantantes) de la résistance à l'impôt » in WEIDENFELD Katia et PONCET Olivier (études réunies par), *Déclarez vos revenus ! Histoire et imaginaire d'un instrument fiscal (XVIIIe-XXIe siècle)*, Ecole nationale des chartes, FMSH-Diffusion, 2019
- 👤 GICQUEL Eric, « Que reste-t-il du pouvoir budgétaire des parlements nationaux », *R.U.E.*, n° 633, 2019, p. 605 (actes de la première séance du Séminaire itinérant SFFP 2019 « Repenser les finances européennes », Rennes, « Les pouvoirs financiers du Parlement européen : illusion ou désillusions ? »)
- GUIONNET-MOALIC Claire et DUBOIS Marie, « Le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu impacte-t-il l'attractivité du dispositif fiscal en faveur des salariés impatriés ? », *JCP, éd. E*, 2019, n° 51 (19 décembre 2019), n° 1578 et *Revue de droit fiscal*, 2019, Ap. rapide 516
- HAUPTMANN Nicolas et PEHAU Nicolas, « Chronique de jurisprudence de la Cour des comptes et de la Cour de discipline budgétaire et financière » (note sous C. Comptes, 18 octobre 2019, *Contrôleur budgétaire et comptable ministériel placé auprès du ministère de la justice* et CDBF, 4 juin 2019, *Gestion des sociétés EDF, ERDF et RTE*), *AJDA*, 2019, p. 2600
- 👤 HOUSER Matthieu, Présentation du séminaire « Le contrôle de l'exécution du budget européen », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p. 116 (actes de la deuxième séance du Séminaire itinérant SFFP 2019 « Repenser les finances européennes », Besançon, « Le contrôle de l'exécution du budget européen »)
- JOUFFROY Renaud, « Distributions effectuées par une société de personnes étrangère au profit d'un résident français : la KG allemande mieux armée que sa voisine autrichienne ? » (note sous CE, 8 novembre 2019 ; avec les concl. R. VICTOR), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 491
- JULLIAN Nadège, « Le traitement fiscal chez le nu-proprétaire d'une renonciation à usufruit », *La Revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 12, p. 30
- LA MARDIÈRE Christophe (de), Présentation du dossier « Les grandes œuvres fiscales », *REIDF*, 2019, n° 3, p. 275 (dossier « Les grandes œuvres fiscales »)

- LA MARDIÈRE Christophe (de), « *La Dîme royale* du maréchal de Vauban », *REIDF*, 2019, n° 3, p. 309 (dossier « Les grandes œuvres fiscales »)
- LAMIAUX Serge, « Changement de régime matrimonial, abrogation de l'article 1133 *bis* du CGI, dispositif transitoire », *JCP, éd. N*, 2019, n° 50 (13 décembre 2019), n° 936
- LAPERDRIX Marie et SALMON Roseline, « La déclaration de revenus : une construction politique du ministère des Finances et de la Chambre des députés » in WEIDENFELD Katia et PONCET Olivier (études réunies par), *Déclarez vos revenus ! Histoire et imaginaire d'un instrument fiscal (XVIIIe-XXIe siècle)*, Ecole nationale des chartes, FMSH-Diffusion, 2019
- LECLERCQ Laurent, LOCATELLI Franck et GIBON Sylvain, « Abrogation de l'article 212, I, b du CGI : « L'aveu » d'incompatibilité », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 485
- LEROY Marc, « Réflexion sur la lutte contre l'évasion fiscale (2^{ème} partie). Les aléas de la mise en œuvre bureaucratique », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p. 85 [pour la première partie, voir *Billet bibliographique* n° 19]
- LLINAS Franck et EKUE Pascale, « Les conditions de l'action en restitution en matière d'intégration fiscale horizontale », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 477
- 👤 MARTUCCI Francesco, « Le contrôle des dépenses du budget européen », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p. 131
- MEIER Eric, TORLET Régis et BADREDDINE Diane, « Abus de droit et intention du législateur : par ici la bonne soultte... (mais par là la moins bonne ?) » (note sous TA Montreuil, 16 juillet 2019 ; avec les concl. C. NOËL), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 476
- MICHELOT Audrey et MADIER Alexis, « L'attractivité de la fiscalité monégasque pour les personnes physiques », *La Revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 12, p. 11
- MONTI Angela, « L'attractivité fiscale des personnes physiques transférant leur domicile fiscal en Italie », *REIDF*, 2019, n° 3, p. 411
- MORDACQ Frank, « Le centenaire de la direction du budget (1919-2019) », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p. 67
- OLIVEIRA Matthieu (de), « Les documents déclaratifs en France (fin XVIIe-début XXe) » in WEIDENFELD Katia et PONCET Olivier (études réunies par), *Déclarez vos revenus ! Histoire et imaginaire d'un instrument fiscal (XVIIIe-XXIe siècle)*, Ecole nationale des chartes, FMSH-Diffusion, 2019
- PELLET Rémi, « PLFSS 2020 : nouvelle prorogation du « tarif journalier de prestations » au profit des hôpitaux », *J.D.S.A.M.*, n° 24, 2019, p. 91
- PIERRE Jean-Luc, « Quelle utilité ressort-il, en matière fiscale, des *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, œuvre majeur d'Adam Smith ? », *REIDF*, 2019, n° 3, p. 327 (dossier « Les grandes œuvres fiscales »)
- PIERUCCI Christophe « Le coût financier de l'effectivité des droits », in Sara BRIMO et Christine PAUTI (dir.), *L'effectivité des droits, Regards en droit administratif*, Mare & Martin, 2019, p. 223

● PILLOT Jennifer et LOCATELLI Franck, « Le refus opposé à une société qui opte pour le régime de l'intégration fiscale peut être contesté par la voie du recours pour excès de pouvoir » (note sous CE, 1^{er} juillet 2019 ; avec les concl. R. VICTOR), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 492

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038713944&fastReqId=612103255&fastPos=1>

● PISSALOUX Jean-Luc, « Chronique de jurisprudence administrative », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p.179

● PONCET Olivier, « Penser la déclaration de revenus à la fin du règne de Louis XIV. Une maturité théorique et matérielle » in WEIDENFELD Katia et PONCET Olivier (études réunies par), *Déclarez vos revenus ! Histoire et imaginaire d'un instrument fiscal (XVIIIe-XXIe siècle)*, Ecole nationale des chartes, FMSH-Diffusion, 2019

● PONCET Olivier, « Louis XIV et le prélèvement à la source. La retenue du dixième sur les charges et les titres de la dette publique » in WEIDENFELD Katia et PONCET Olivier (études réunies par), *Déclarez vos revenus ! Histoire et imaginaire d'un instrument fiscal (XVIIIe-XXIe siècle)*, Ecole nationale des chartes, FMSH-Diffusion, 2019

● PONCET Olivier, « Le tour de vis fiscal » in WEIDENFELD Katia et PONCET Olivier (études réunies par), *Déclarez vos revenus ! Histoire et imaginaire d'un instrument fiscal (XVIIIe-XXIe siècle)*, Ecole nationale des chartes, FMSH-Diffusion, 2019

● POUILLE Laurent, « L'épilogue du Conseil d'État sur l'épineuse question de la date d'appréciation des critères de prépondérance immobilière pour la détermination de provisions pour dépréciations de titres (CGI, art. 219, a *sexies-0 bis*) » (note sous CE avis, 22 novembre 2019, avec les concl. K. CIAVALDINI), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 487

► Lien vers l'avis :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039417427&fastReqId=171148916&fastPos=1>

👤 RAVILLARD Patrick, « Le contrôle des recettes du budget européen du point de vue de la lutte contre la fraude », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p. 126

● ROCHE Denis, « La fiscalité des résidences de tourisme », *La Revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 12, p. 26

● ROSA Audrey, « Solidarité de Léon Bourgeois, ou l'apport de la pensée solidariste en sciences fiscales », *REIDF*, 2019, n° 3, p. 353 (dossier « Les grandes œuvres fiscales »)

● ROUSSEAU Alice, « Fraude fiscale et CJIP - Comment est déterminé le montant de l'amende lorsque le contribuable décide de conclure une convention judiciaire d'intérêt public pour mettre fin aux poursuites pénales ? », *JCP, éd. E*, 2019, n° 52 (26 décembre 2019), n° 1595 et *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 486

● SACCHETTO Claudio, « Droit italien. La supériorité des traités européens et les principes constitutionnels fondamentaux italiens dans la législation pénale fiscale : l'affaire de la Cour de justice *Tarrico* (C-105/14) », *REIDF*, 2019, n° 3, p. 390

● SAMPOGNARO Raul, « La fonction publique sous pression budgétaire » (in dossier « La réforme de la fonction publique »), *Dr. social*, 2019, n° 12, p. 1029

- SANZ DIAZ-PALACIOS José Alberto et SERRA Isabelle, « Droit espagnol. Délai d'auto-liquidation et de paiement de l'impôt sur les sociétés », *REIDF*, 2019, n° 3, p. 388
- SCORDIA Lydwine, « La conception fiscale du royaume de la France à la fin du XVe siècle d'après le *Rosier des guerres* », *REIDF*, 2019, n° 3, p. 289 (dossier « Les grandes œuvres fiscales »)
- SID AHMED Karim, « Quand le Conseil d'Etat se livre au délicat exercice de la définition », *REIDF*, 2019, n° 3, p. 383
- STOLTZ-VALETTE Alexandra, JIMENEZ Julia et LEMAIRE Olivier, « Jurisprudence fiscale de la cour administrative d'appel de Paris », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 469 (avec un avant-propos de Patrick FRYDMAN)
- TOULEMONT Betty et BOUTET-MANGON Antoine, « Exonération de CFE et location meublée : précisions relatives à la notion d'habitation personnelle » (note sous CE, 9 octobre 2019 ; avec les concl. M.-A. NICOLAZO DE BARMON), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 490

► Lien vers l'avis :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039198207&fastReqId=2066003256&fastPos=1>

- TOUZERY Mireille, « Le comble de la déclaration de revenus : le contrôle des taillables par la noblesse. Une idée de l'abbé de Saint-Pierre (1658-1743) » in WEIDENFELD Katia et PONCET Olivier (études réunies par), *Déclarez vos revenus ! Histoire et imaginaire d'un instrument fiscal (XVIIIe-XXIe siècle)*, Ecole nationale des chartes, FMSH-Diffusion, 2019
- VABRES Régis, « Plus-values sur cessions de valeurs mobilières et droits sociaux et dirigeant partant à la retraite » (note sous CE, 16 octobre 2019 ; avec les concl. A. ILJIC), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 470

► Lien vers l'avis :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039230793&fastReqId=1468068273&fastPos=1>

- VERPEAUX Michel, « Droits d'inscription dans les universités : vous avez dit gratuité ou modicité » (note sous C. constit., 11 octobre 2019, *Union nationale des étudiants en droit, gestion, AES, sciences économiques, politiques et sociales*), *AJDA*, 2019, p. 2627
- VICTOR Romain, « Refus de renvoi d'une QPC portant sur l'article 219, I, a septies du CGI qui fait obstacle à la déduction des moins-values à court terme sur cession de titres de participation entre sociétés liées » (concl. sur CE, 16 septembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 488

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039104862&fastReqId=1460062122&fastPos=1>

- VICTOR Romain, « Fixation du taux de la TEOM : les recettes d'ordre de la section de fonctionnement ne peuvent pas être exclues par principe du calcul des recettes non fiscales » (concl. sur CE, 20 septembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 481

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039120968&fastReqId=621162780&fastPos=1>

● VICTOR Romain, « Prélèvements sociaux sur les revenus de capitaux mobiliers de titulaires de pensions de retraite d'un État membre ou assimilés : le principe d'unicité de législation sociale s'oppose à l'assujettissement de ces personnes aux prélèvements qui concourent au financement du FSV et de la CADES » (concl. sur CE, 1^{er} juillet 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 472

► Lien vers l'arrêt :

https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038713950&fastReqId=1115946048&fastPos=1*

● VICTOR Romain, « Parcelles acquises par un aménageur dans le cadre d'une ZAC : classement dans la catégorie des terrains à bâtir (CGI, art. 1509, I) sauf pour leur propriétaire à établir qu'une partie d'entre elles a vocation à recevoir une autre affectation » (concl. sur CE, 1^{er} juillet 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 474

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038713952&fastReqId=1877903742&fastPos=1>

● VICTOR Romain, « Illégalité de la délibération d'une collectivité territoriale ou d'un EPCI fixant le taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères : substitution possible, sur demande de l'administration fiscale, du seul taux fixé au titre de l'année immédiatement précédente » (concl. sur CE, 1^{er} juillet 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 475

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038713954&fastReqId=2111197927&fastPos=1>

● WEIDENFELD Katia, « Les moutons tondu. Brèves remarques sur la généalogie d'une figure du contribuable » in WEIDENFELD Katia et PONCET Olivier (études réunies par), *Déclarez vos revenus ! Histoire et imaginaire d'un instrument fiscal (XVIIIe-XXIe siècle)*, Ecole nationale des chartes, FMSH-Diffusion, 2019

● WEIDENFELD Katia, « L'acclimatation de la déclaration de revenus : un enjeu politique et bureaucratique (1920-1986) » in WEIDENFELD Katia et PONCET Olivier (études réunies par), *Déclarez vos revenus ! Histoire et imaginaire d'un instrument fiscal (XVIIIe-XXIe siècle)*, Ecole nationale des chartes, FMSH-Diffusion, 2019

● WOLF Marc, « Fraude TVA : avancées et limites de la nouvelle évaluation par l'Insee » (mis en ligne le 31 décembre 2019) :

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/wolf/2019/12/31/fraude-tva-avancees-et-limites-de-la-nouvelle-evaluation-par-l-insee>

Suite à la publication du rapport de la Cour des comptes "La fraude aux prélèvements obligatoires" (novembre 2019) qui comporte une étude de l'Insee dédiée au chiffrage de la fraude à la TVA, ce texte en analyse la méthodologie et les résultats, en formulant des propositions complémentaires.

● WOLF Marc, « La neutralité, ce n'est pas « plus tard » : retour sur la déduction de la TVA d'achat des immeubles anciens », *Bulletin fiscal EFL*, 1/20, décembre 2019

Analyse critique de la posture prise par l'administration depuis 2014 (et validée par la CAA de Paris) qui conduit à refuser l'exercice immédiat du droit à déduction quand un immeuble ancien est acheté en TVA en vue de sa revente, quand bien même il est utilisé pour une activité locative elle-même soumise à la taxe. Le CE sera appelé à se prononcer en 2020.

● WOLF Marc, « Actualité TVA : encore et toujours la résistance à la fraude », *REIDF*, 2019, n° 3, p. 400

- X., « La direction des affaires juridiques : 20 années d'expérience au service de Bercy », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p. 23 (dossier « Les trente ans de Bercy »)
- X., « La direction générale des finances publiques : 30 ans de performance et de confiance », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p. 29 (dossier « Les trente ans de Bercy »)
- X., « La direction générale des douanes et des droits indirects : 30 ans d'évolution », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p. 36 (dossier « Les trente ans de Bercy »)
- X., « La direction générale de la concurrence et de la consommation : une direction au cœur de l'économie réelle », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p.7 (dossier « Les trente ans de Bercy »)
- X., « La direction générale des entreprises : l'Etat au service de l'économie », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p. 53 (dossier « Les trente ans de Bercy »)
- X., « Bercy, un bâtiment exemplaire », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 6, p. 61 (dossier « Les trente ans de Bercy »)

► **Rapports, référés et observations définitives récents de la Cour des comptes** (mis en ligne en décembre 2019) :

* L'agence nationale de sécurité des médicaments et des produits de santé (rapport mis en ligne le 18 décembre 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-12/20191218-rapport-ANSM.pdf>

* *La préfecture de police de Paris* (rapport mis en ligne le 16 décembre 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-12/20191216-rapport-prefecture-police-Paris.pdf>

* *La prévention et la prise en charge de l'obésité* (rapport mis en ligne le 11 décembre 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-12/20191211-rapport-prevention-prise-en-charge-obesite.pdf>

* *L'ordre des médecins* (rapport mis en ligne le 9 décembre 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-12/20191209-rapport-Ordre-des-medecins.pdf>

* *La fraude aux prélèvements obligatoire* (rapport mis en ligne le 2 décembre 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-12/20191202-rapport-fraude-aux-prelevements-obligatoires.pdf>

--

* *Le temps de travail des personnels non-enseignants de l'enseignement supérieur* (référé mis en ligne le 3 décembre 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-11/20191203-refere-S2019-2270-temps-de-travail-BIATSS.pdf>

► **Publications de la Cour des comptes européenne** (mises en ligne en décembre 2019) :

* *Rapport spécial n° 25/2019: Qualité des données dans le domaine de l'appui budgétaire: faiblesses de certains indicateurs et des vérifications effectuées concernant le versement des tranches variables* (12 décembre 2019) :

<https://www.eca.europa.eu/fr/Pages/DocItem.aspx?did=52544>

* *Rapport spécial n° 22/2019: Les exigences de l'UE applicables aux cadres budgétaires nationaux doivent encore être renforcées et leur application doit être mieux contrôlée* (4 décembre 2019) :

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR19_22/SR_Fiscal_Stability_FR.pdf

► **Rapports parlementaires** (mis en ligne au mois de décembre 2019) :

Assemblée nationale

* Loi de finances pour 2020 (dossier législatif) :

http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/loi_finances_2020

* Rapport d'information de la commission des affaires européennes déposé par la commission des affaires européennes sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) n° 1306/2013 en ce qui concerne la discipline financière à partir de l'exercice 2021 et le règlement (UE) n° 1307/2013 en ce qui concerne la flexibilité entre piliers pour l'année civile 2020 (COM(2019) 580 final) (mis en ligne le 20 décembre 2019) :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/europe/rap-info/i2537/\(index\)/rapports-information](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/europe/rap-info/i2537/(index)/rapports-information)

* Rapport d'information de la commission des lois déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur l'évaluation de l'impact de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation territoriale de la République (mis en ligne le 19 décembre 2019) :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2539/\(index\)/rapports-information](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rap-info/i2539/(index)/rapports-information)

Sénat

* Loi de finances pour 2020 (dossier législatif) :

http://www.senat.fr/dossier-legislatif/pjlf2020_com.html

* Rapport d'information, Le financement à la performance : Une condition de l'attractivité des universités françaises (mis en ligne le 26 décembre 2019) :

<http://www.senat.fr/rap/r19-130/r19-1301.pdf>

► **Parlement européen** (mis en ligne au mois de décembre 2019)

* [RAPPORT sur le projet de directive du Conseil modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne le régime particulier des petites entreprises et le règlement \(UE\) n° 904/2010 en ce qui concerne la coopération administrative et l'échange d'informations aux fins du contrôle de l'application correcte du régime particulier des petites entreprises](#) (13 décembre 2019)

* [RAPPORT sur la proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement \(UE\) n° 904/2010 en ce qui concerne des mesures de renforcement de la coopération administrative afin de lutter contre la fraude à la TVA](#) (9 décembre 2019)

► Ouvrages et articles intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Fondafip** aux mois de décembre 2019 :

* Article introuvable : Jean Pierre LASSALE, « Le financement de la vie politique aux États-Unis », RFFP, n° 58, 1997 :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-jean-pierre-lassale-le-financement-de-la-vie-politique-aux-etats-unis-in-rffp-ndegree58-1997>

* Article introuvable : Isabelle BOUILLOT, « Comment améliorer les règles du jeu budgétaire ? Le point de vue du directeur du budget », RFFP, n° 46, 1994 :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-isabelle-bouillot-comment-ameliorer-les-regles-du-jeu-budgetaire-le-point-de-vue-du-directeur-du-budget-in-rffp-ndegree46-1994>

* Article introuvable : Pierre JOXE, « Le financement des partis politiques », RFFP n° 58, 1997 :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-pierre-joxe-le-financement-des-partis-politiques-in-rffp-ndegree58-1997>

* Article introuvable : Joël DELUARD, « La gestion de la fiscalité directe locale par la Direction générale des impôts », RFFP, n° 50, 1995 :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-joel-deluard-la-gestion-de-la-fiscalite-directe-locale-par-la-direction-generale-des-impots-in-rffp-ndegree50-1995>

► Ouvrage(s) intéressant les finances publiques mis en ligne en décembre sur le site **Gallica** (ou via Gallica) :

* Quatre leçons d'économie pour un futur président. Les mesures du "bien-être" peuvent-elles être des alternatives à la croissance : conférence du 25 janvier 2017 / Florence Jany-Catrice, aut. ; Florence Jany-Catrice (conférence mise en ligne le 9 décembre 2019, durée 1h24) :

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1321550c?rk=64378;0>

► **Divers :**

TRACFIN :

Rapport 2018-2019 (10 décembre 2019) :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/tracfin/tracfin_analyse_2018-2019.pdf

et synthèse :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/tracfin/fiche_synthese_rapport.pdf

France Stratégie :

Comité de suivi et d'évaluation de la loi PACTE - Rapport méthodologique (20 décembre 2019) :

<https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-rapport-loi-pacte-20decembre-2019.pdf>

OCDE :

* *Financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés en 2013-2017*, décembre 2019, 48 p. :

https://read.oecd-ilibrary.org/environment/financement-climatique-fourni-et-mobilise-par-les-pays-developpes-en-2013-2017_0f7de621-fr#page4

* *Panorama des administrations publiques 2019*, décembre 2019, 280 p. :

<https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/8be847c0-fr.pdf?expires=1577812520&id=id&accname=guest&checksum=401D8725CE4310A1F46DCD8098E4E5BC>

* *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes financiers 2019*, décembre 2019, 325 p. :

https://read.oecd-ilibrary.org/economics/comptes-nationaux-des-pays-de-l-ocde-comptes-de-patrimoine-financier-2019_g2g9fda2-fr#page1

* *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes de patrimoine financier 2019*, décembre 2019, 330 p. :

https://read.oecd-ilibrary.org/economics/comptes-nationaux-des-pays-de-l-ocde-comptes-de-patrimoine-financier-2019_g2g9fda2-fr#page1

* *Statistiques des recettes publiques 2019*, décembre 2019, 210 p. :

https://read.oecd-ilibrary.org/taxation/statistiques-de-recettes-publiques-2019_df3c3b17-fr#page6

FMI :

Note d'orientation sur le cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu établie (26 décembre 2019) :

<https://www.imf.org/fr/Publications/Policy-Papers/Issues/2018/02/14/pp122617guidance-note-on-lic-dsf>

Banque de France et BCE :

Rapport Évaluation des risques du système financier Évaluation des risques du système financier, 19 décembre 2019 :

https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/ers2019s2_final_webv1.pdf

Bulletin de la Banque de France, n° 226, article 8 : *Le système financier de la zone euro après la crise : une mise en perspective (1999-2018)* :

https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/bulletin-banque-de-france_226-8_systeme_financier_vf.pdf

Bulletin économique de la BCE, n° 8/2019 :

https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/bulletin-economique-bce_2019-8_fr.pdf

AFT :

Bulletin mensuel, n° 355, décembre 2019 :

https://aft.gouv.fr/files/medias-aft/7_Publications/7.2_BM/BM_2019/355_Bulletin%20mensuel%20décembre%202019.pdf

Publication de la SFFP

Pour tout contact : sffpmail@gmail.com



@SFFP2017

Le *Billet bibliographique* est un supplément mensuel de *La Lettre* de la SFFP

ISSN : 2608-5690